



Signataires : Françoise Nyffeler, Jocelyne Haller, Aude Martenot, Christian Zaugg, Sylvain Thévoz, Pierre Eckert, Ruth Bänziger, Marta Julia Macchiavelli, Maria José Quijano Garcia, Philippe Poget

Date de dépôt : 22 mars 2023

Proposition de motion

Débâcle du Credit Suisse : à Genève de prendre ses responsabilités !

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève considérant :

- les 209 milliards de francs d'argent public promis en quelques jours au Credit Suisse et à l'UBS ;
- l'impact désastreux de cette banque ainsi que celui de l'UBS sur le climat et les droits de l'Humain, comme en attestent leurs nombreuses condamnations ;
- la position d'actionnaire de la BNS qui est octroyée au canton de Genève ;
- les milliers de personnes qui se retrouvent dans une situation précaire par le risque élevé de licenciements du fait du rachat de Credit Suisse par l'UBS,

invite le Conseil d'Etat

- à intervenir le plus rapidement possible auprès de la BNS et avec tous les moyens dont il dispose en tant qu'actionnaire pour exiger :
 - que le versement de plusieurs centaines de milliards par la BNS à l'UBS soit assorti de conditions et de l'exigence d'un contrôle efficace sur les banques concernées ;

- que l'assistance, actuelle et future, de la BNS soit conditionnée au respect de directives socialement justes et soutenables d'un point de vue du climat et de la biodiversité ;
- que les conditions de prêt soient d'une transparence totale ;
- que la BNS, en tant que telle, se désinvestisse des énergies fossiles ;
- à demander au Conseil fédéral et à la BNS qu'ils demandent à l'UBS de limiter au maximum les licenciements du personnel des deux banques concernées et que, si des licenciements étaient réellement inévitables, des mesures de protection efficaces pour les employés soient mises en place avec les syndicats.

EXPOSÉ DES MOTIFS

La débâcle du Credit Suisse est le produit, logique, d'un choix fait depuis plus d'un siècle par les petits cercles qui dirigent les banques et ceux qui les représentent sur le plan politique. Ce choix est celui de spécialiser la place financière suisse dans un créneau spécifique : les services liés à la fraude fiscale et au blanchiment d'argent à l'échelle internationale. Autrement dit, de faire de la Suisse le plus ancien et le plus important paradis fiscal du monde. Ce positionnement a engendré et engendre toujours des résultats très néfastes pour les salarié-e-s et les couches populaires dans le monde entier et, comme on le voit aujourd'hui, aussi en Suisse. Ce système a amené le patronat bancaire à aller en permanence au-delà de la légalité, ce qui a provoqué la révélation répétée de scandales, dont le Credit Suisse a fini par payer le prix, le secret bancaire ayant permis de mener ces actions troubles en toute discrétion et sans aucun contrôle du Parlement et du Conseil fédéral.

Aujourd'hui, c'est le peuple suisse, à travers les fonds de la BNS et de la Confédération, qui passe à la caisse. Cette décision s'est prise sans concertation et dans l'opacité la plus totale. En tant qu'actionnaire de la BNS, l'Etat de Genève ne peut accepter cela sans réaction.

Depuis des années, la BNS rechigne à sortir le moindre centime alors que des catastrophes climatiques et sociales sont annoncées. Ces prêts et transferts de fonds accordés au système bancaire démontrent qu'elle est bien un organe politique. De ce fait, nous estimons que le Conseil d'Etat doit exiger que les futures transactions se fassent en toute transparence et soient conditionnées au respect de directives socialement justes et soutenables d'un point de vue du climat et de la biodiversité.

Par ailleurs, ce n'est pas aux employé-e-s du Credit Suisse ou de l'UBS de faire les frais du rachat de la banque. Nous demandons que le Conseil d'Etat demande au Conseil fédéral et à la BNS de demander à l'UBS qu'elle ne procède à aucun licenciement.

A moyen terme, il s'agit de mettre sur pied un plan de reconversion pour les employé-e-s bancaires, vers d'autres emplois dans le domaine bancaire s'ils-elles le souhaitent, ou vers d'autres domaines plus utiles socialement et écologiquement que la gestion de fortune, cette dernière permettant essentiellement aux ultra-riches de devenir encore plus riches, notamment en ne payant pas, ou pas assez, d'impôts.

Pour toutes ces raisons, nous vous invitons, Mesdames et Messieurs les députés, à accepter cette proposition de motion.